

# Atlas régional de la culture

2018



Ministère de la Culture

Département des études,  
de la prospective  
et des statistiques



Atlas régional  
de la culture

## *Atlas régional de la culture*

Nouvelle collection du Département des études, de la prospective et des statistiques appelée à s'enrichir d'année en année, l'Atlas régional de la culture illustre, sous forme de cartes et graphiques, des données relatives à la culture, disponibles à l'échelle nationale et à un échelon territorial plus fin. Il répond notamment au besoin, à la suite de la réforme territoriale mise en œuvre en 2016, de se doter d'un outil de mesure de l'équilibre territorial entre les nouvelles régions. Il s'appuie sur une sélection de sources statistiques pérennes.

L'édition est conçue en complémentarité avec le site ministériel <http://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques> où seront mises à disposition les données chiffrées mobilisées dans l'Atlas.

Directeur de la publication : Loup Wolff  
Coordination éditoriale : Edwige Millery

Ont contribué à cet atlas :  
Jean-Cédric Delvainquière, Marc Henninger, Edwige Millery, Tristan Picard,  
Jean-Philippe Rathle, Léa Tholozan, François Tugores, Gwendoline Volat.

ISBN 978-2-11-139954-9

Maquette, relecture, mise en page : Transfaire, 04250 Turriers,  
[www.transfaire.com](http://www.transfaire.com)

© Ministère de la Culture, DEPS, Paris, 2018



# Atlas régional de la culture

2018



Ministère de la Culture



Département des études,  
de la prospective  
et des statistiques

## **Avertissement**

Les données chiffrées sont parfois arrondies au plus près de leurs valeurs réelles.  
Une somme d'arrondis peut être parfois légèrement supérieure ou inférieure à la somme des valeurs réelles.

## **Signes conventionnels utilisés :**

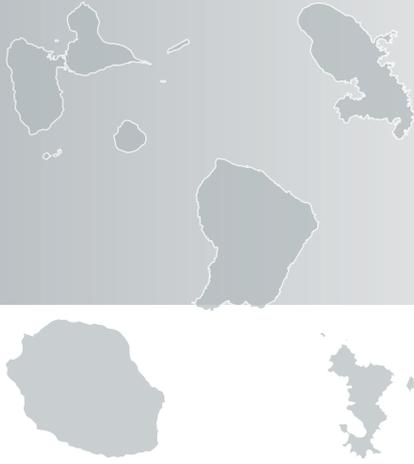
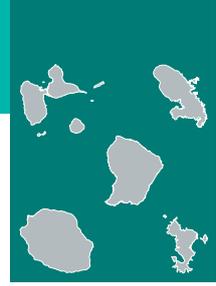
n.s. : résultat non significatif

n.d : donnée non disponible

€ : euro

M : millier

Md : milliard



# Départements d'outre-mer

## ■ Cadrage

Les indicateurs sociaux et économiques font état d'une fracture entre les départements et régions d'outre-mer (DROM) et les régions françaises métropolitaines. Les situations économiques des différents DROM apparaissent en effet en retrait par rapport à celles des régions métropolitaines, tandis que leur croissance démographique se démarque du reste des autres régions françaises. Au sein des DROM, la Guadeloupe et la Martinique ont des indicateurs comparables et s'en sortent globalement mieux que les autres, sauf pour ce qui concerne les indicateurs démographiques (solde migratoire négatif, croissance de population en baisse, vieillissement), liés à une baisse des taux de natalité et à une forte émigration de travail des jeunes adultes.

### Guadeloupe

Au sein des départements et régions d'outre-mer, la Guadeloupe figure, avec la Martinique, parmi les régions dont les indicateurs de richesse et de situation économique sont les meilleurs, bien qu'en retard sur les régions métropolitaines. Elle présente toutefois une situation démographique préoccupante, avec une croissance de sa population fortement ralentie, liée à un solde migratoire fortement négatif. Elle connaît néanmoins une forte évolution des surfaces artificialisées (sur une base déjà élevée), ce qui pose la question de la gestion des ressources et des écosystèmes. Par ailleurs, sur les plans social et économique, les indicateurs sont globalement tous inférieurs à la moyenne nationale et attestent de difficultés dans la région sur le plan de la santé économique et financière et sur celui du niveau de vie de la population, même si certains indicateurs, tels que l'évolution récente du PIB par habitant plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale, peuvent être considérés comme encourageants. Ainsi, les indicateurs économiques font état d'un très fort taux de chômage (2 fois supérieur à la moyenne nationale) et d'un très faible taux d'activité (4 points inférieur à la moyenne nationale), plaçant néanmoins la région au deuxième rang parmi les DROM. Concernant le niveau de revenu et l'éducation, même si la situation est moins préoccupante que dans les autres DROM, les signes de pauvreté sont plus marqués qu'en métropole. Dans le domaine de l'éducation et de la formation, la région souffre de la faiblesse des équipements et de la part des diplômés dans l'enseignement supérieur, ainsi que d'un fort taux de jeunes non insérés. Les principaux défis auxquels la Guadeloupe doit faire face sont principalement économiques (situation de l'emploi) et sociaux (niveau de vie des habitants, éducation).

### Guyane

Au second rang derrière Nouvelle-Aquitaine en termes de superficie, mais à l'avant-dernier rang (avant Mayotte) pour l'effectif de sa population, la Guyane est un territoire très peu densément peuplé aux sols très peu artificialisés (contrairement aux autres DROM). La Guyane doit donc faire face à des défis majeurs d'ordre à la fois démographique, social et économique. Avec l'indice de vieillissement le plus faible en France et la croissance démographique la plus forte (principalement due au solde naturel, mais également au solde migratoire, positif, contrairement aux autres DROM), le profil démographique de la Guyane est spécifique et pose des questions en matière d'éducation et de formation de la jeunesse. En ce domaine, la région se situe au dernier ou à l'avant-dernier rang pour tous les indicateurs mobilisés (part des diplômés du supérieur, taux de réussite au brevet, nombre d'équipements dans le supérieur, non-insertion des jeunes). Avec une proportion de population immigrée de près de 30 %, la Guyane doit faire face à d'importants problèmes d'intégration de ces populations. Les enjeux sociaux touchent enfin à la pauvreté et aux conditions de vie de la population locale (plus fort taux de suroccupation des logements, plus d'un tiers de la population). Enfin, les enjeux d'aménagement sont clairement identifiables, le faible niveau d'équipements (culturels, sportifs, ou encore la couverture haut débit) traduisant une véritable fracture territoriale entre la Guyane et les autres régions françaises.



## La Réunion

La Réunion, région très densément peuplée (3<sup>e</sup> densité nationale derrière l'Île-de-France et la Martinique) et dont les sols sont très fortement artificialisés, doit faire face à des défis à la fois démographiques, sociaux et économiques importants. La plupart des indicateurs sont en effet largement en retrait des moyennes nationales et, même au sein des autres départements et régions d'outre-mer, la situation de La Réunion semble assez préoccupante. Les enjeux démographiques de la région sont liés à la jeunesse de sa population (2<sup>e</sup> plus faible indice de vieillissement français) ainsi qu'à sa forte croissance (3<sup>e</sup> plus forte évolution de la population en France), due au solde naturel uniquement. Les indicateurs sociaux de la région font état d'une situation sociale où se mêlent pauvreté, précarité et exclusion : fort taux de suroccupation des logements (3<sup>e</sup> au niveau des régions françaises), un tiers des jeunes de 15-24 ans non insérés. Les enjeux économiques sont réels dans la mesure où la région affiche le taux de chômage le plus élevé de l'ensemble des régions françaises (36 %), l'un des plus faibles taux d'activité et une hausse globale du PIB par habitant sur la période récente inférieure à la moyenne nationale et aux autres DROM. La région semble ainsi dans une situation économique difficile, et les signes d'un rattrapage ne sont pas aussi prégnants que dans d'autres régions d'outre-mer.

## Martinique

Bien que la plupart des indicateurs de la Martinique situent la région en retrait par rapport aux régions métropolitaines, elle se place globalement en tête des départements et régions d'outre-mer, en termes de dynamisme économique et de niveau de vie de sa population. En effet, la région affiche le plus faible taux de chômage au sein des DROM, même s'il demeure deux fois plus élevé que la moyenne métropolitaine. Son taux d'activité, supérieur à celui des autres DROM, est très proche de la moyenne nationale. Du point de vue du niveau de vie et d'éducation, la Martinique affiche de meilleurs indicateurs que les autres DROM, mais elle reste loin du niveau national, avec par exemple plus d'un jeune de 15-24 ans sur quatre en situation de non-insertion. La Martinique souffre par ailleurs d'un manque d'équipements, avec le plus mauvais taux d'équipements culturels. En dépit d'une augmentation récente de son PIB par habitant supérieure à la moyenne nationale, la région n'apparaît pas attractive économiquement. Les récents indicateurs témoignent d'une situation économique peu dynamique, avec par exemple le plus faible taux français de création d'entreprises. La Martinique présente par ailleurs un solde migratoire fortement négatif, en particulier chez les jeunes, avec pour conséquence la plus faible croissance démographique parmi les régions françaises. Malgré cette faible croissance démographique, le sol de la Martinique, déjà fortement artificialisé, affiche l'une des plus fortes évolutions des surfaces artificialisées ces dernières années. Les enjeux économiques et démographiques de la région, auxquels s'ajoutent donc les enjeux environnementaux, se présentent comme de véritables défis pour la Martinique.

## Mayotte

Le faible nombre d'indicateurs disponibles sur Mayotte ne permet pas de produire une synthèse réellement pertinente de la situation de la région. La situation économique apparaît toutefois très en retrait. Si la plupart des autres DROM connaissent une dynamique économique positive et tendent ainsi à réduire les écarts avec la métropole, il ne semblerait pas que ce soit le cas de Mayotte, dont le taux de création d'entreprise reste inférieur à la moyenne nationale et dont l'évolution du PIB par habitant est inférieure à la moyenne également. Par ailleurs, le peu de données sur l'éducation laisse néanmoins penser que la région dispose de peu de moyens pour former sa population et sa main-d'œuvre. Mayotte affiche en effet le plus faible taux de réussite au brevet, et possède uniquement 5 établissements dans l'enseignement supérieur.

Source : Commissariat général à l'égalité des territoires

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte (****)	France
<b>Démographie</b>						
<b>Population (2018) (milliers)</b>	391	371	282	866	259	67 187
<b>Évolution annuelle moyenne de la population 2010/2015 (%)</b>	-0,3	-0,7	2,6	0,7	3,8	0,5
<i>dont due au solde naturel (%)</i>	0,5	0,4	2,3	1,2		0,4
<i>dont due au solde entrées/sorties (%)</i>	-0,8	-1,1	0,2	-0,5		0,1
<b>Tranches d'âges (2018) (%)</b>						
<i>0 à 24 ans</i>	31	28	49	37	61	30
<i>25 à 59 ans</i>	44	45	42	46	35	44
<i>60 ans ou plus</i>	25	28	9	17	4	26
<b>Effectifs scolaires et universitaires (2015-2016) (milliers)</b>						
<i>Premier degré</i>	52	39	44	119	55	6 805
<i>Second degré</i>	48	37	34	102	39	5 536
<i>Supérieur</i>	10	9	4	20	2	2 551
<b>Nombre d'étrangers (2015) (milliers)</b>	20	8	91	9	0	4 335
<b>Nombre d'immigrés (2015) (milliers)</b>	19	9	77	19	0	6 107
<b>Géographie</b>						
<b>Densité (2018) (habitants/km<sup>2</sup>)</b>	217	329	3	345	689	106
<b>Superficie (km<sup>2</sup>)</b>	1 800	1 128	86 504	2 512	376	636 263
<b>Nombre de départements</b>	1	1	1	1	1	101
<b>Nombre de communes (2016)</b>	32	34	22	24	17	35 885
<b>Nombre d'EPCI* à fiscalité propre (2016)</b>	6	3	4	5	5	2 063
<b>Nombre d'EPCI* à fiscalité propre (2017)</b>	6	3	4	5	5	1 267
<b>Économie</b>						
<b>Produit intérieur brut (2015) (millions d'euros)</b>	8 417	9 069	4 175	17 997	2 035	2 194 200
<b>Produit intérieur brut par habitant (2015) (euros)</b>	21 149	23 811	16 066	21 155	7 933	33 022
<b>Secteur primaire : part de l'agriculture dans la valeur ajoutée (2015) (%)</b>	3	4	4	1	5	2
<b>Secteur secondaire : part de la construction et de l'industrie dans la valeur ajoutée (2015) (%)</b>	12	14	17	15	10	20
<b>Secteur tertiaire : part du tertiaire marchand et non marchand dans la valeur ajoutée (2015) (%)</b>	85	83	79	83	85	79
<b>Part de locaux éligibles au très haut débit (30 Mbit/s) (%)</b>	55	51	18	59	18	53
<b>Effectifs de la fonction publique (2015) (milliers)</b>						
<i>d'État</i>	17	16	14	32		2 478
<i>hospitalière</i>	7	8	3	10		1 187
<i>territoriale</i>	17	17	9	43		1 984
<b>Population active (15 à 64 ans) (2015) (milliers)</b>	178	173	100	393	67	30 758
<b>Taux de chômage localisé** (2017) (%)</b>	22	18	22	23	26	9,4
<b>Taux d'activité des femmes (de 15 à 64 ans) (2015) (%)</b>	69	71	61	66	43	71
<b>Niveau de vie : revenu disponible médian par unité de consommation (2015) (euros)</b>		16 655		14 258	4 608	20 265
<b>Taux de pauvreté (2015) (%)</b>		31		40		14,6
<b>Nombre de quartiers « politique de la ville » (2015)</b>	16	7	32	49	36	1 296
<b>Population des quartiers « politique de la ville » (2015) (milliers)</b>	59	27	104	164	144	4 800
<b>Activité touristique</b>						
<b>Part des résidences secondaires (y compris les logements occasionnels) dans le nombre total de logements (2015) (%)</b>	8	5	2	2		10
<b>Nombre de nuitées*** (hôtels et campings) (2017) (milliers)</b>	1 237	1 296	371	1 353		338 162
<i>dont nuitées étrangères (%)</i>	21	15	24	14		34
<b>Nombre d'arrivées**** (hôtels et campings) (2017) (milliers)</b>	339	536	139	507	62	142 090
<i>dont arrivées étrangères (%)</i>	19	16	14		4	31

\* EPCI : établissements publics de coopération intercommunale (à fiscalité propre).

\*\* Données corrigées des variations saisonnières, en moyenne annuelle.

\*\*\* Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement (hors résidences de tourisme et hébergements assimilés) ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent pour six nuitées de même que six personnes n'y séjournant qu'une nuit.

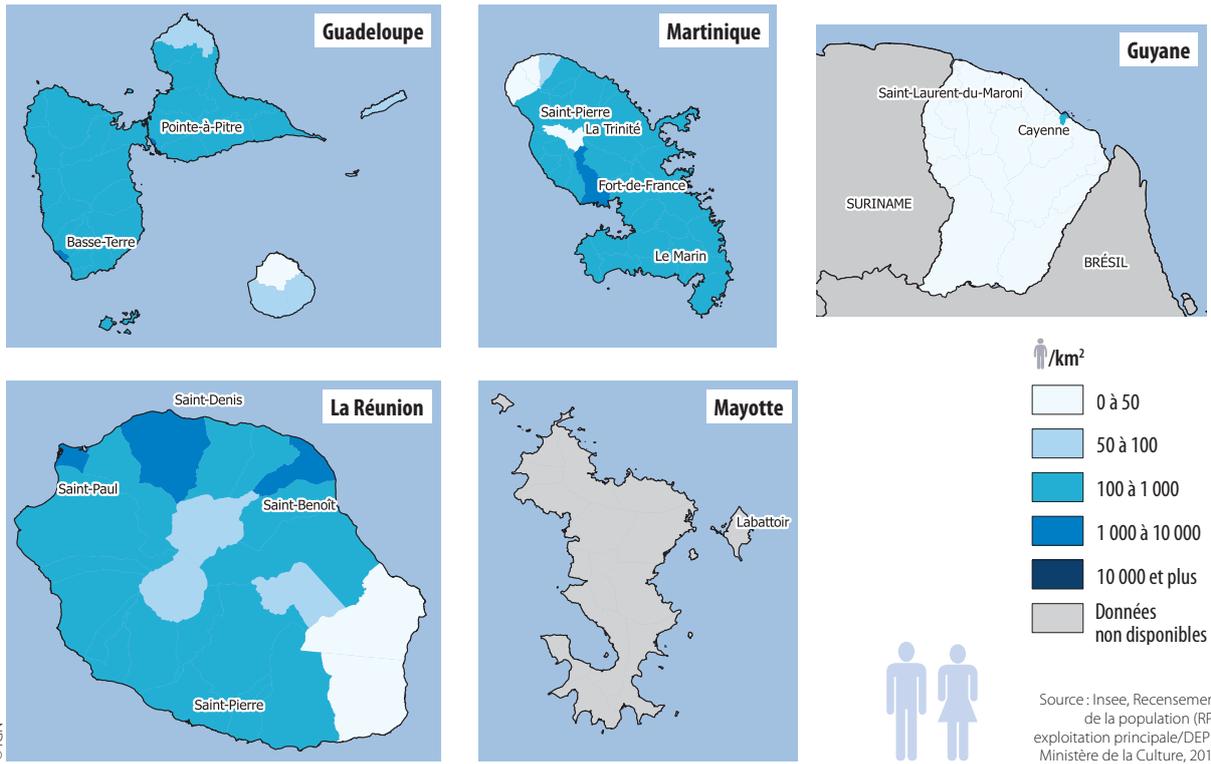
\*\*\*\* Arrivées : les arrivées sont le nombre total de personnes arrivées dans un établissement (hors résidences de tourisme et hébergements assimilés) durant la période considérée. Elles ne sont comptées qu'une fois, au 1<sup>er</sup> jour de leur séjour, quelle que soit la durée du séjour.

\*\*\*\*\* Évolution de population 2012-2017 pour Mayotte, population active et taux d'activité des femmes 2016.

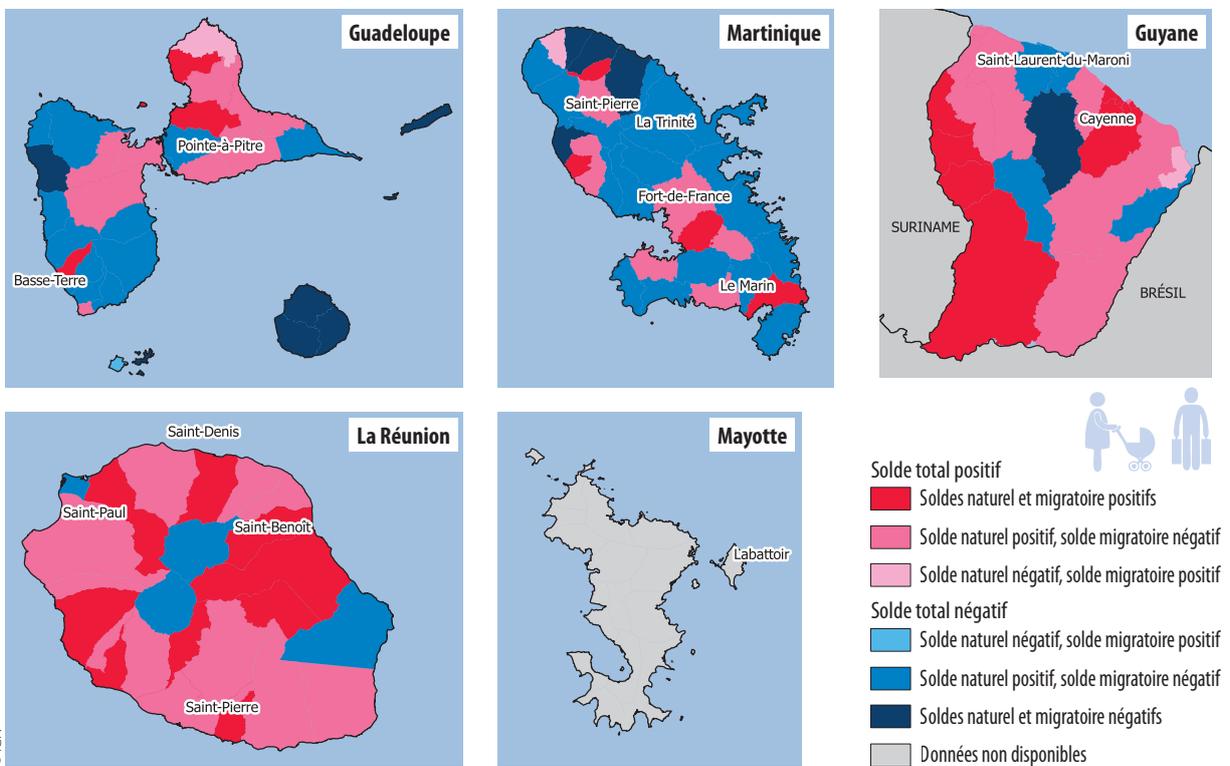
Source : Insee/DEPS, Ministère de la Culture, 2018



## Densité moyenne par commune dans les départements et régions d'outre-mer en 2015



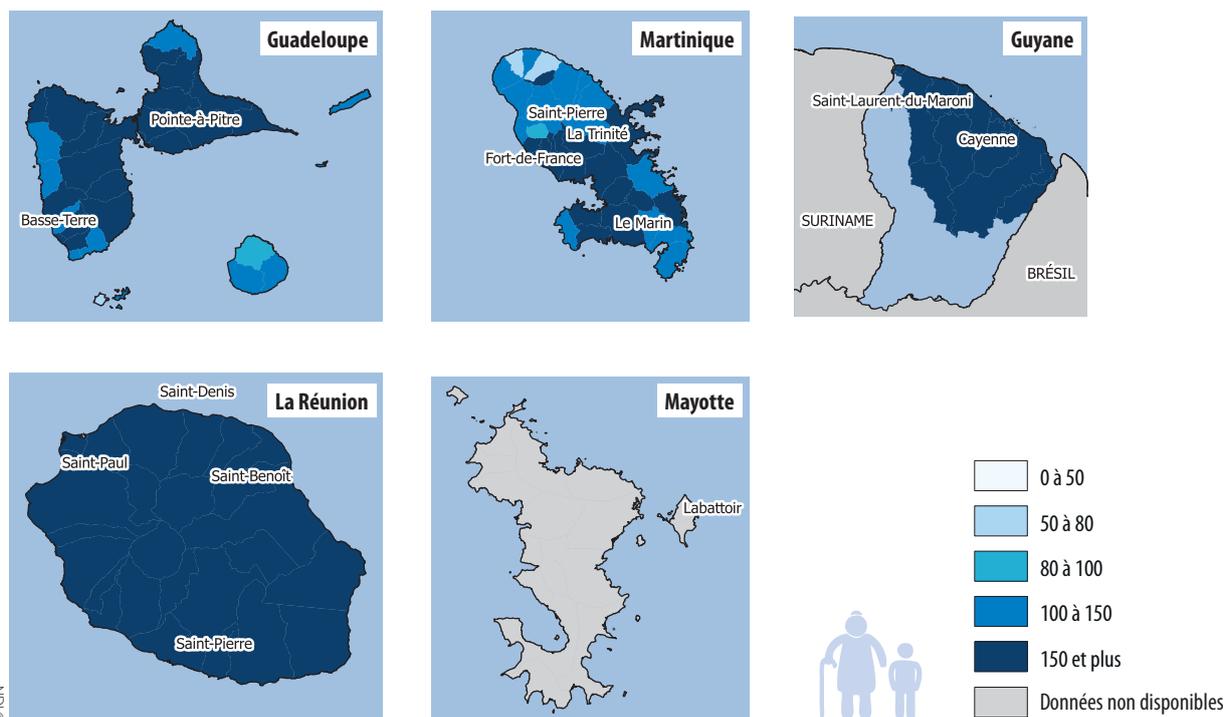
## Évolution de la population dans les départements et régions d'outre-mer due au solde naturel et au solde migratoire entre 2010 et 2015



Note : le **solde naturel** correspond à la différence entre les naissances et les décès au cours de la période. Le **solde migratoire** correspond à la différence entre les arrivées et les départs au cours de la période.

Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Indice relatif à la jeunesse par commune dans les départements et régions d'outre-mer en 2015

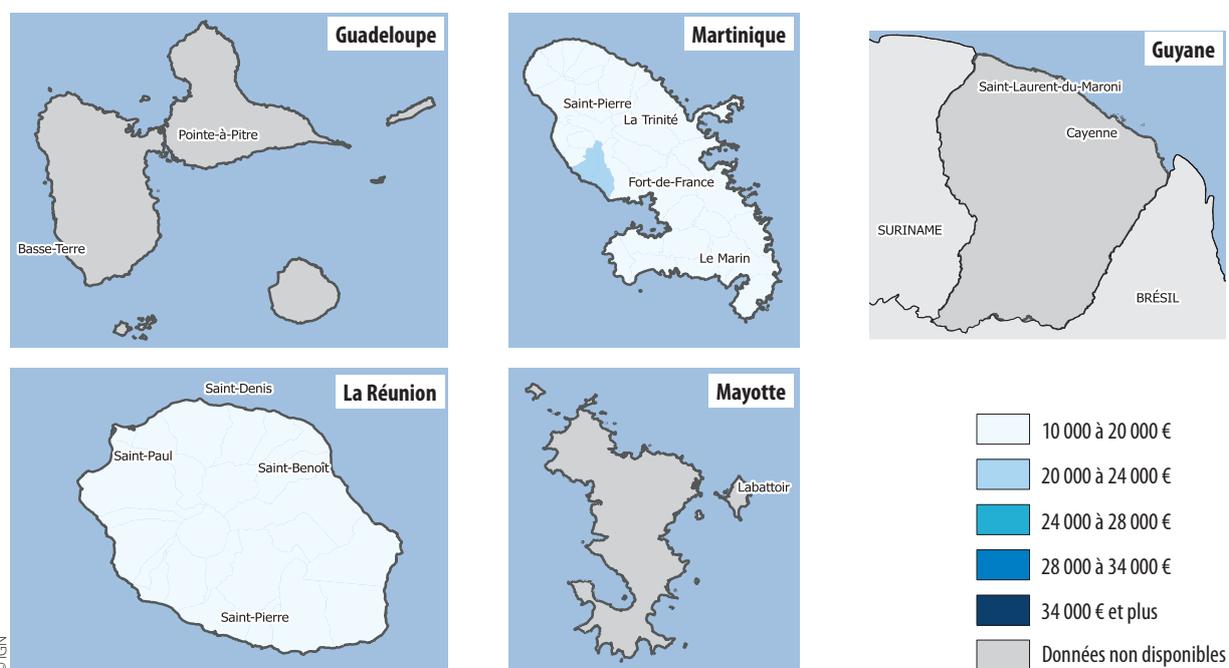


Note : cet indicateur relatif de jeunesse est le **rapport entre la population âgée de moins de 25 ans et celle de 65 ans et plus**. Plus il est élevé, plus la population est jeune. Lorsqu'il est égal à 100, on trouve autant de personnes âgées de moins de 25 ans que de personnes de 65 ans et plus dans la commune.

Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale/DEPS, Ministère de la Culture, 2018



## Niveau de vie médian par commune dans les départements et régions d'outre-mer en 2015

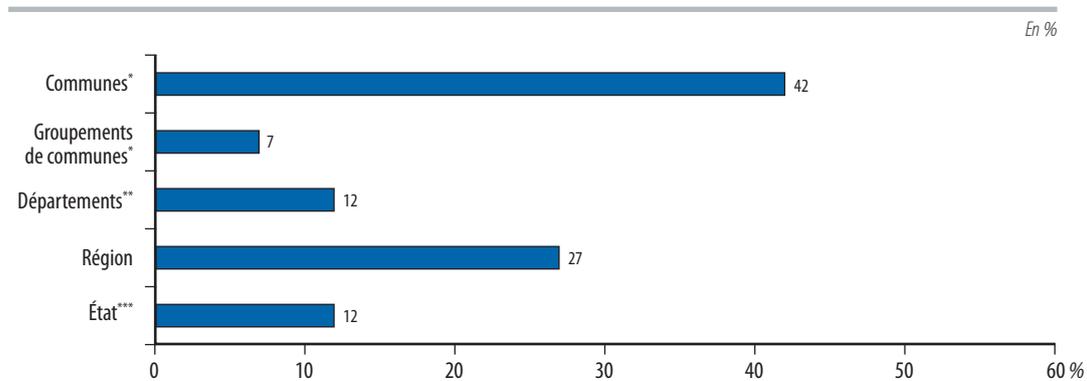


Note : le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans. Le **niveau de vie médian**, qui partage la population en deux, est tel que la moitié des personnes disposent d'un niveau de vie inférieur et l'autre moitié d'un niveau de vie supérieur.

Source : Insee, DGFiP, Cnaf, Cnav, CCMSA, Fichier localisé social et fiscal/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Dépenses

### Répartition de la dépense culturelle publique dans les départements et régions d'outre-mer en 2016



\* Communes de plus de 3 500 habitants ; groupements comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

\*\* Départements : Guadeloupe, la Réunion et Mayotte. La Martinique et la Guyane ont un statut de collectivité territoriale unique et on comptabilise leurs dépenses à l'échelon de la région plutôt qu'à celui du département.

\*\*\* Dépenses du ministère de la Culture, y compris dépenses de personnels et hors sociétés de l'audiovisuel, en 2016.

Note de lecture : dans les départements et régions d'outre-mer, 42 % de la dépense culturelle publique est portée par les communes.

Source : CNC/DABS/SRH/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

### Dépenses culturelles des collectivités territoriales dans les départements et régions d'outre-mer en 2016

En milliers d'euros, euros et %

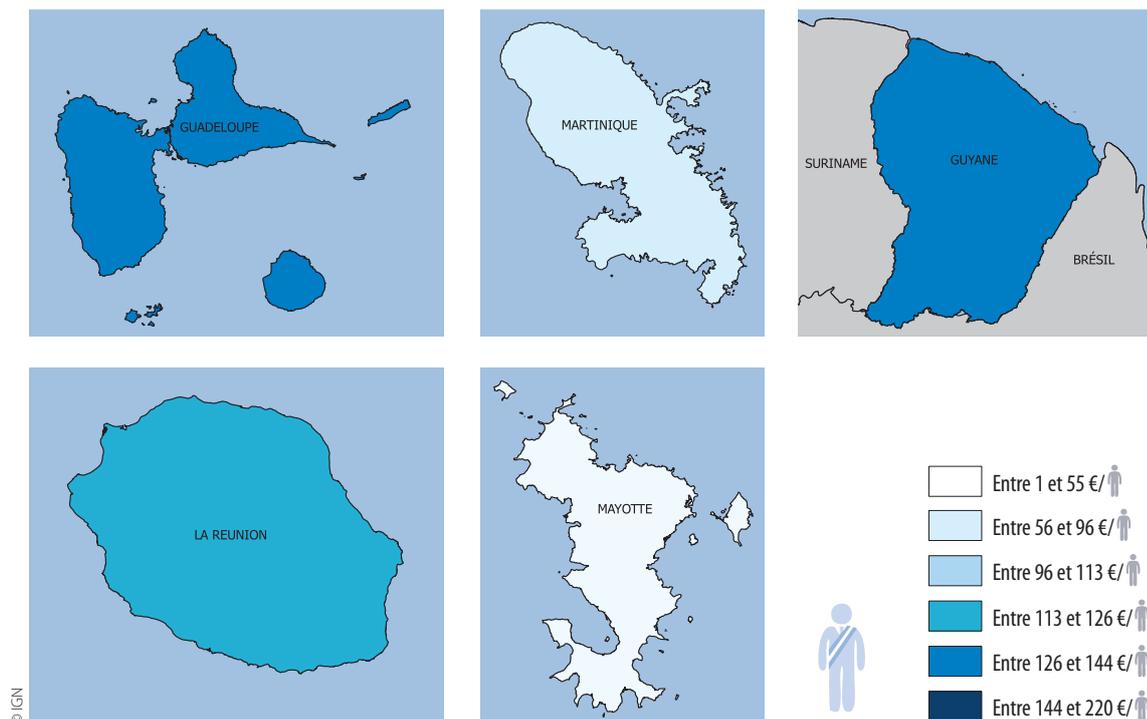
	Région	Départements	Groupements de communes*	Communes*
<i>En milliers d'euros</i>				
<b>Dépenses culturelles</b>	<b>71 447</b>	<b>30 503</b>	<b>18 871</b>	<b>109 548</b>
<i>dont part consacrée à la conservation et à la diffusion des patrimoines (%)</i>	49	41	38	44
<i>dont fonctionnement</i>	50 892	24 643	13 612	86 964
<i>dont investissement</i>	20 555	5 860	5 259	22 584
<b>En euros par habitant</b>				
Dépenses culturelles	37,7	20,5	18,2	55,5
<i>dont fonctionnement</i>	26,8	16,5	13,1	44,1
<i>dont investissement</i>	10,8	3,9	5,1	11,4
<b>En % des dépenses totales</b>				
Dépenses culturelles (%)	1,8	2,4	3,4	3,4
<i>dont fonctionnement</i>	1,4	3,9	3,0	3,5
<i>dont investissement</i>	4,1	0,9	5,0	3,4

\* Communes de plus de 3 500 habitants ; groupements comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

Note : les dépenses culturelles totales et leur ventilation entre dépenses de fonctionnement et d'investissement sont exprimées en milliers d'euros pour chaque niveau de collectivité. Les dépenses culturelles, rapportées à la population, sont exprimées en euros par habitant. Rapportées aux dépenses totales, elles sont exprimées en %. Seule la part des dépenses culturelles totales consacrée aux patrimoines est fournie pour chaque niveau de collectivité.

Source : DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Dépenses culturelles des collectivités territoriales dans les départements et régions d'outre-mer en euros par habitant en 2016



Note : il s'agit de la somme des dépenses des communes de plus de 3 500 habitants, des groupements de communes comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements et des régions. Les éventuels doubles comptes provenant des transferts entre collectivités n'ont pas été neutralisés.

Source : DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Dépenses du ministère de la Culture et de ses opérateurs\* dans les départements et régions d'outre-mer en 2016

En milliers d'euros et en %

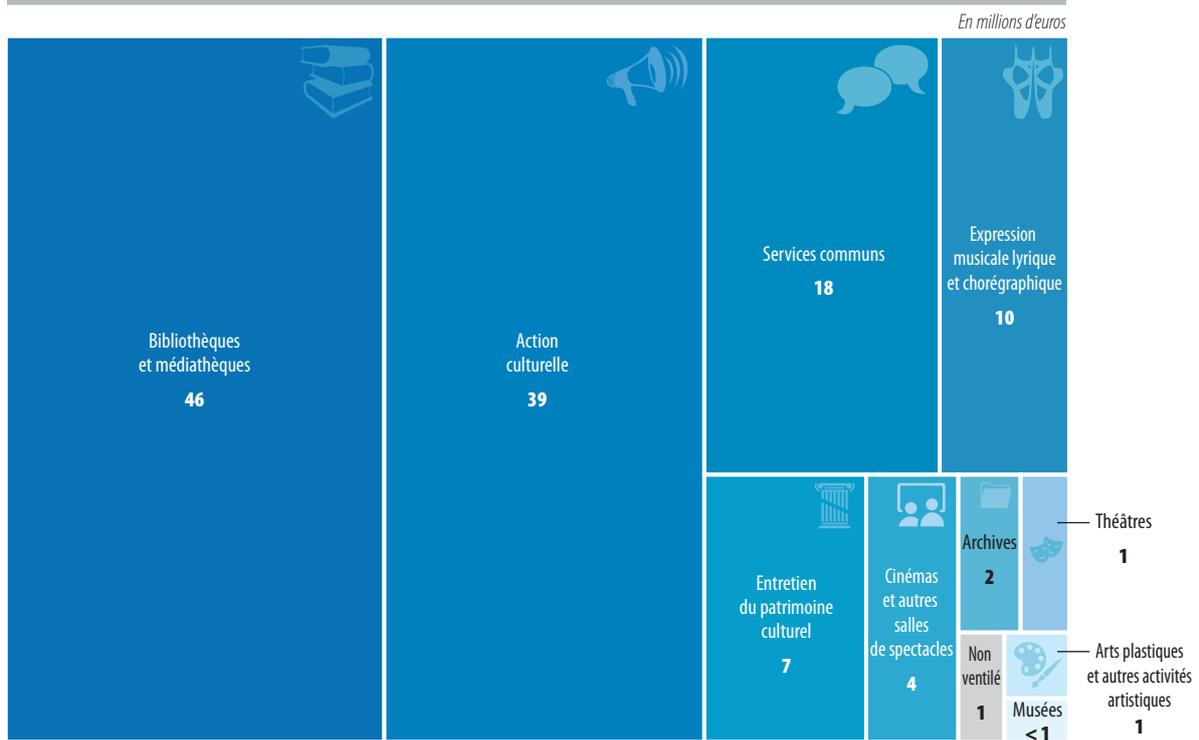
	Fonctionnement		Investissement	Total	
	(milliers d'euros)	dont dépenses de personnels (milliers d'euros)		(milliers d'euros)	(milliers d'euros)
Crédits déconcentrés	23 544	9 718	3 486	27 030	84
Crédits d'administration centrale	2 953	0	343	3 297	10
Crédits opérateurs et autres structures	1 720	204	0	1 720	5
<b>Total en milliers d'euros</b>	<b>28 217</b>	<b>9 922</b>	<b>3 829</b>	<b>32 046</b>	<b>100</b>
<b>Total en € par habitant des DROM</b>	<b>13,2</b>	<b>4,6</b>	<b>1,8</b>	<b>15,0</b>	
<b>Dépenses nationales totales en € par habitant, hors Île-de-France</b>	17,8	5,3	3,7	21,5	

\* Hors sociétés de l'audiovisuel.

Note : dépenses exécutées en 2016.

Source : CNC/SRH/DABS/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Dépenses culturelles des communes et de leurs groupements dans les départements et régions d'outre-mer\* par secteur d'intervention en 2016



\* Départements et régions d'outre-mer : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte.

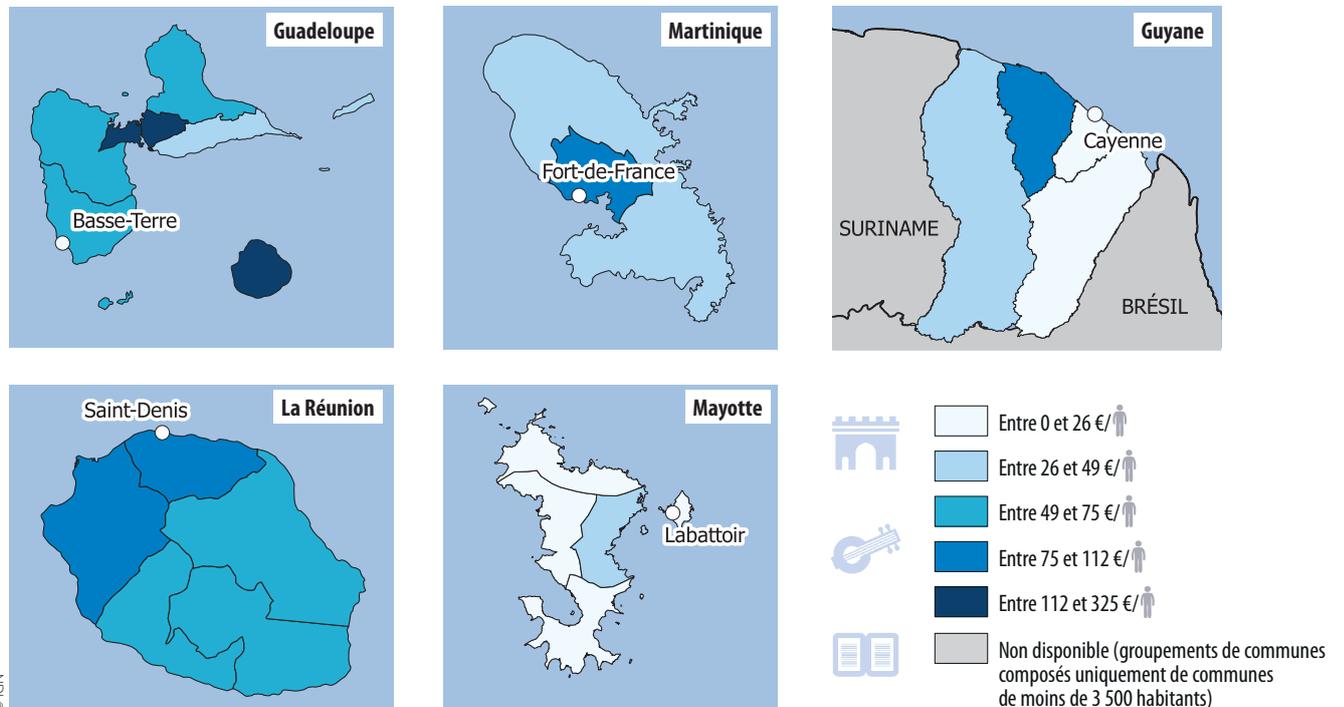
Note : communes de plus de 3 500 habitants et groupements comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

Note de lecture : en 2016, les dépenses des communes d'outre-mer et de leurs groupements en faveur des bibliothèques et médiathèques s'élèvent à 46 millions d'euros.

Source : DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Dépenses culturelles des communes et des groupements de communes dans les départements et régions d'outre-mer en euros par habitant en 2016

238



Note : pour chaque groupement de communes, il s'agit de la somme des dépenses culturelles du groupement et de celles des communes qui le composent, rapportée à la population du groupement.

Source : DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Équipements

### Principaux équipements culturels dans les départements et régions d'outre-mer en 2016

En unités

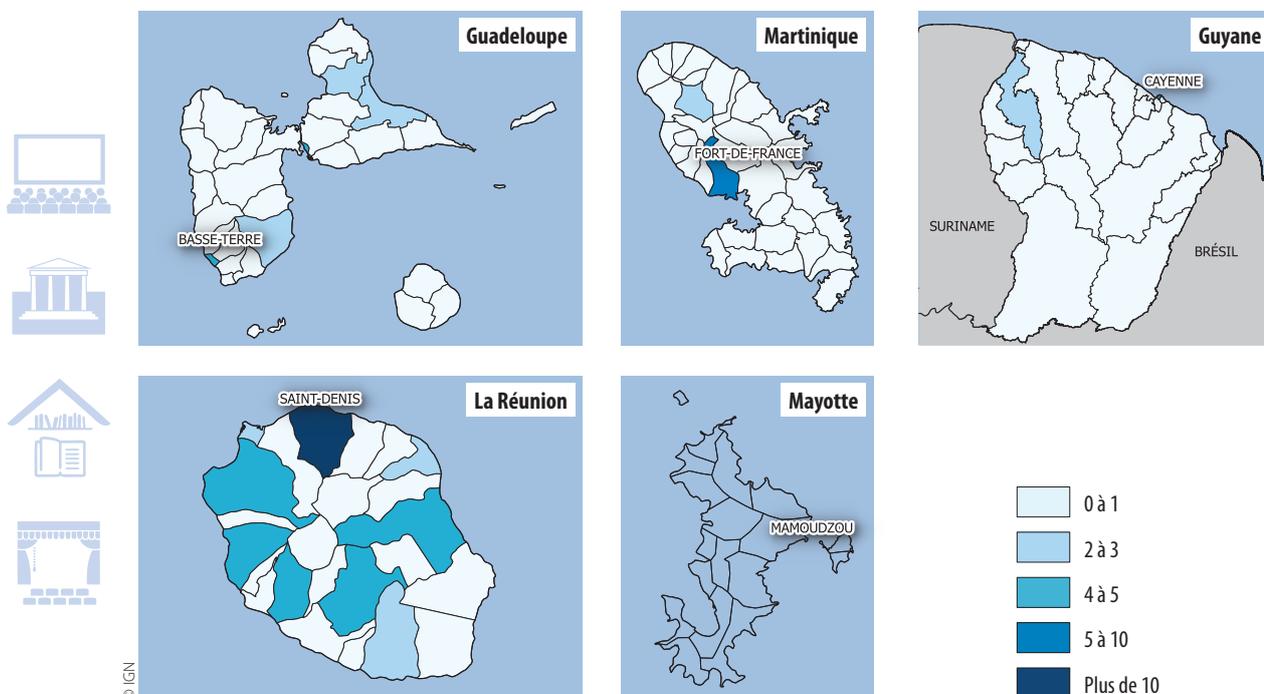
	Guadeloupe	Martinique	Guyane	La Réunion	Mayotte
Lieux de visite					
Lieux d'exposition <sup>1</sup>	5	7	3	6	
Monuments nationaux					
Jardins remarquables	5	4		1	
Cinéma <sup>2</sup>	5	2	4	7	
Lieux de lecture publique <sup>3</sup>	8	9	3	33	2
Création et diffusion du spectacle vivant	1	1	3	6	0
Théâtres <sup>4</sup>	1	1	2	4	
Musique et danse <sup>5</sup>			1	1	
Cirque et arts de la rue <sup>6</sup>				1	
Enseignement	0	1	1	2	0
Conservatoires <sup>7</sup>		1	1	1	
Enseignement supérieur culture <sup>8</sup>				1	

- Musées de France, centres d'art contemporain et fonds régionaux d'art contemporain.
- Nombre d'établissements.
- Lieux de lecture publique ayant une surface supérieure à 100 m<sup>2</sup>.
- Théâtres de ville, théâtres privés, centres dramatiques nationaux et régionaux, scènes nationales, scènes conventionnées et théâtres nationaux. Données 2014.

- Zéniths, scènes de musique actuelles, orchestres permanents, opéras, centres chorégraphiques nationaux, centres de développement chorégraphique, centres nationaux de création musicale.
- Pôles nationaux des arts du cirque, centres nationaux des arts de la rue.
- Conservatoires de musique, danse et art dramatique à rayonnement communal, intercommunal, départemental et régional.
- Établissements de l'enseignement supérieur dépendant du ministère de la Culture.

Source : DEPS, Ministère de la Culture, 2018

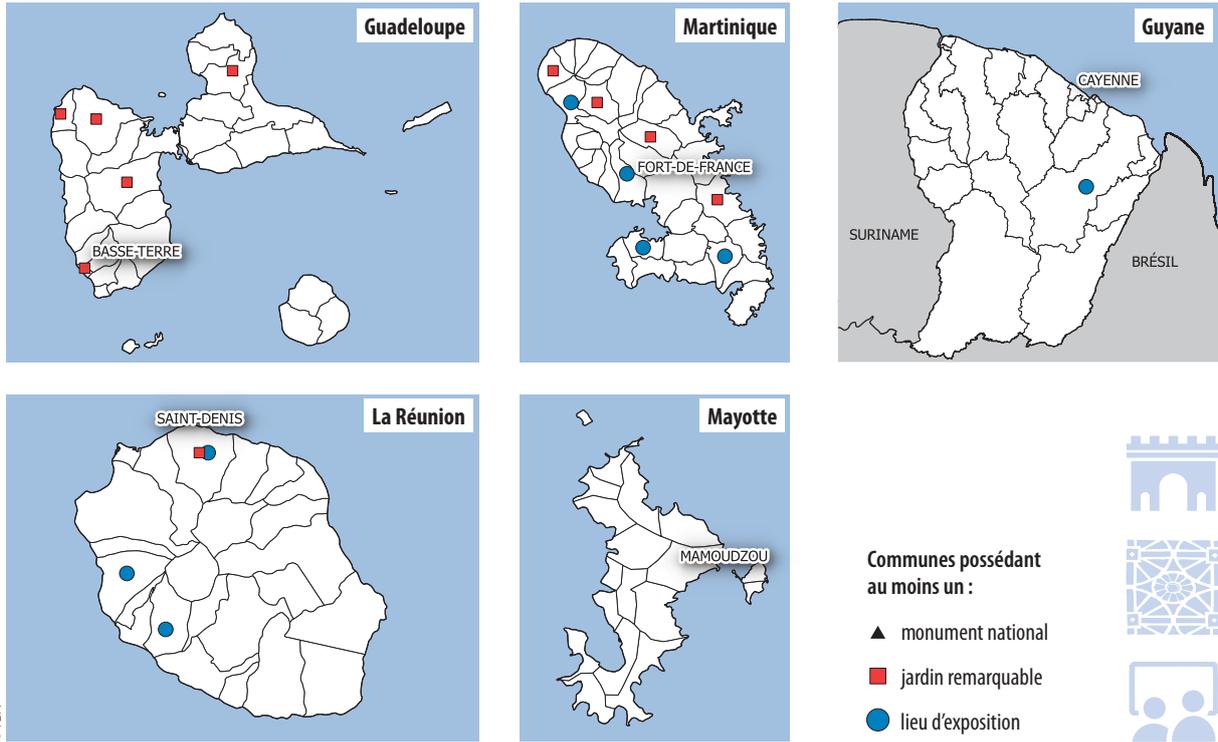
### Nombre d'équipements culturels par territoire de vie dans les départements et régions d'outre-mer en 2016



Note : les équipements culturels pris en compte pour cette carte sont les lieux de lecture publique d'une surface > 100 m<sup>2</sup>, les cinémas, les lieux de visite, les lieux de spectacle vivant et les conservatoires.

Source : DEPS, Ministère de la Culture, 2018

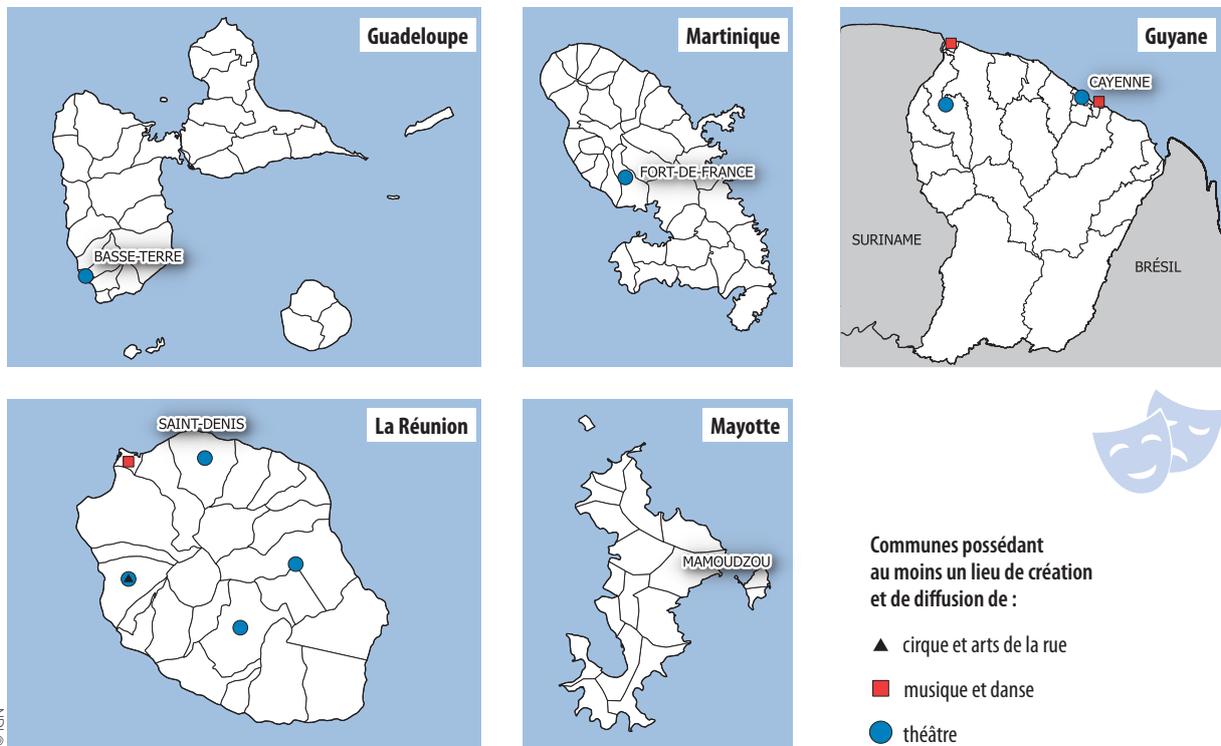
## Répartition des lieux de visite par commune dans les départements et régions d'outre-mer en 2016



Champ : les **lieux d'exposition** regroupent les musées de France, les fonds régionaux d'art contemporain et les centres d'art contemporain.  
 Note : les frontières correspondent aux territoires de vie, pas aux communes.

Source : DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Répartition des lieux de spectacle vivant par commune dans les départements et régions d'outre-mer en 2016

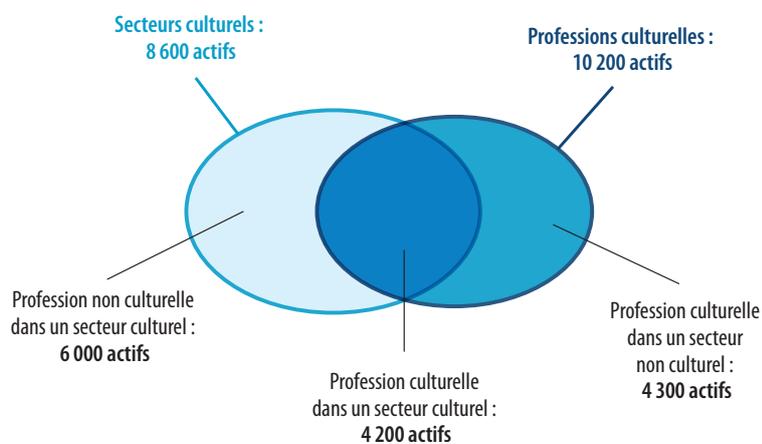


Champ : les **lieux de cirque et arts de la rue** recouvrent les pôles nationaux des arts du cirque et les centres nationaux des arts de la rue.  
 Les **lieux de musique et de danse** recouvrent les centres chorégraphiques nationaux, les centres de développement chorégraphique, les opéras, les centres nationaux de création musicale, les orchestres permanents, les scènes de musique actuelles et les zéniths.  
 Les **lieux de théâtre** recouvrent les théâtres nationaux, les théâtres de ville, les théâtres privés, les centres dramatiques nationaux et régionaux, les scènes nationales et les scènes conventionnées.  
 Note : les frontières correspondent aux territoires de vie, pas aux communes.

Source : CNC/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Emploi

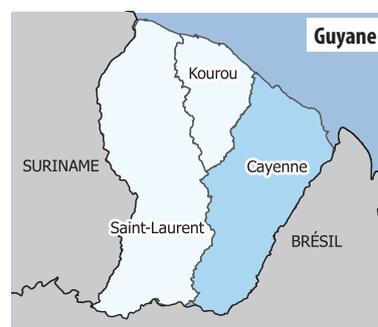
**L'emploi culturel : secteurs culturels et professions culturelles dans les départements et régions d'outre-mer en 2014**



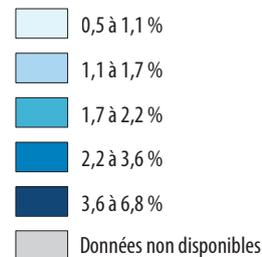
Champ : actifs ayant un emploi, départements et régions d'outre-mer.

Source : Insee, Recensement 2014/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

### Part des professions culturelles dans l'emploi dans les départements et régions d'outre-mer en 2014



Part des professions culturelles par zone d'emploi



© IGN

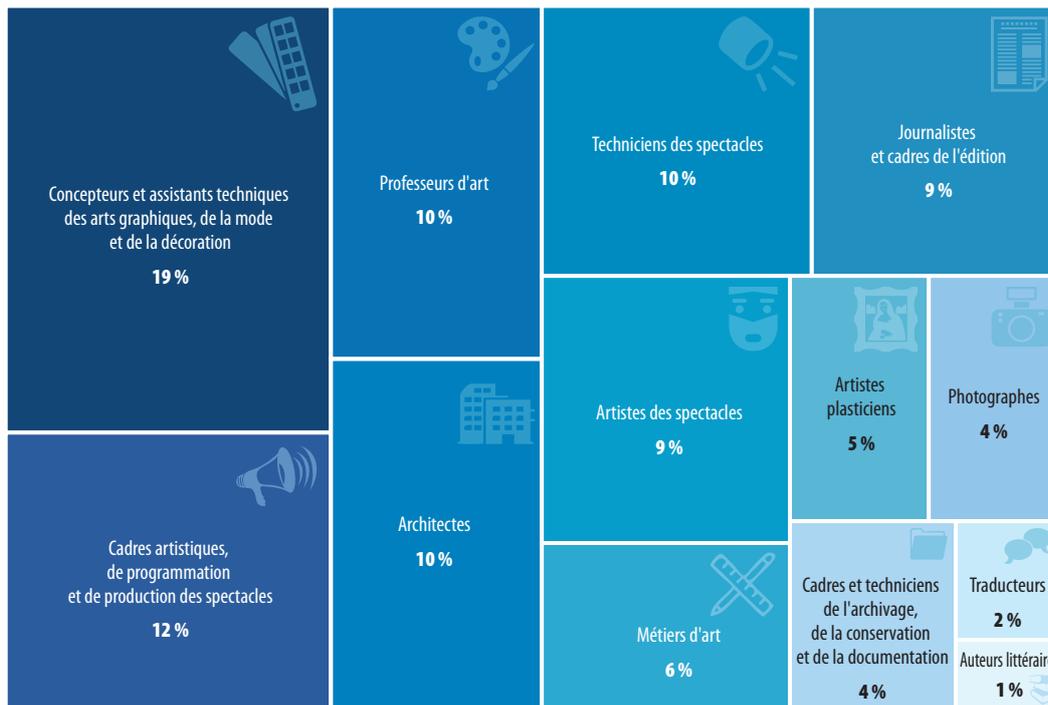
Note : une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent.

Note de lecture : les professions culturelles représentent 2,1 % de l'emploi dans la zone d'emploi du Centre agglomération en Martinique.

Source : Insee, Recensement de la population 2014/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Répartition des professions culturelles dans les départements et régions d'outre-mer en 2014

En %



Champ : actifs ayant un emploi, départements et régions d'outre-mer.

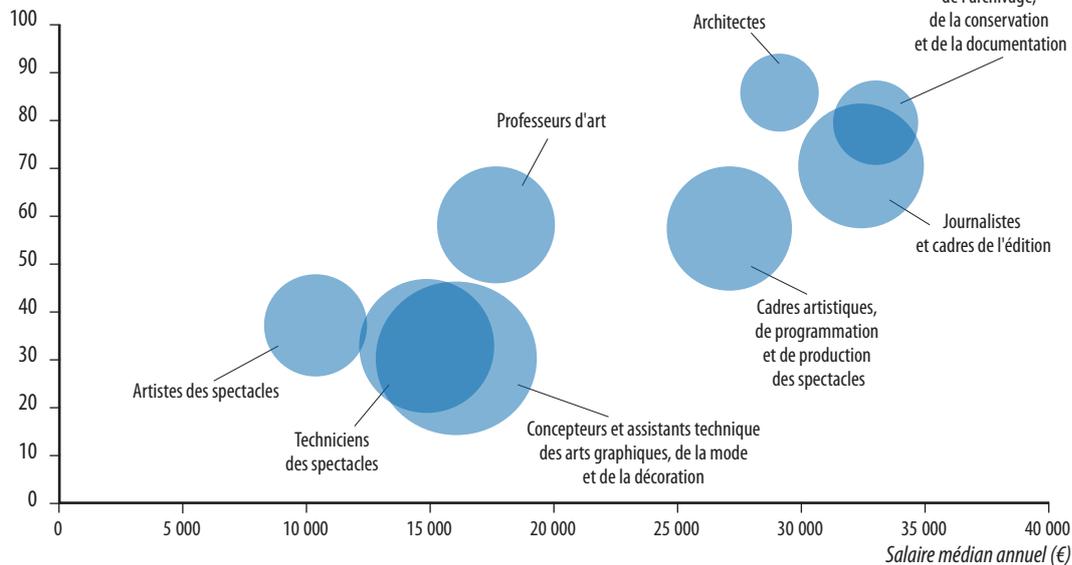
Note de lecture : en 2014 dans les départements et régions d'outre-mer, les concepteurs et assistants techniques des arts graphiques, de la mode et de la décoration rassemblent 19 % des professionnels de la culture, soit la première population de professionnels de la culture pour les départements et régions d'outre-mer.

Source : Insee, Recensement 2014/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Part de diplômés du supérieur et salaire net médian annuel selon les professions culturelles en 2014

En euros et en %

Part de diplômés du supérieur (%)



Champ : ensemble des salariés ayant occupé une profession culturelle présents dans les déclarations annuelles des données sociales (DADS) en 2014, départements et régions d'outre-mer. La catégorie de profession correspond à la profession principale, l'ensemble des rémunérations dans l'année sont comptabilisées. Les professions de photographe, traducteur, auteur littéraire, artiste plasticien, ouvrier et artisan d'art ne sont pas représentées sur le graphique car l'emploi y est très largement non salarié.

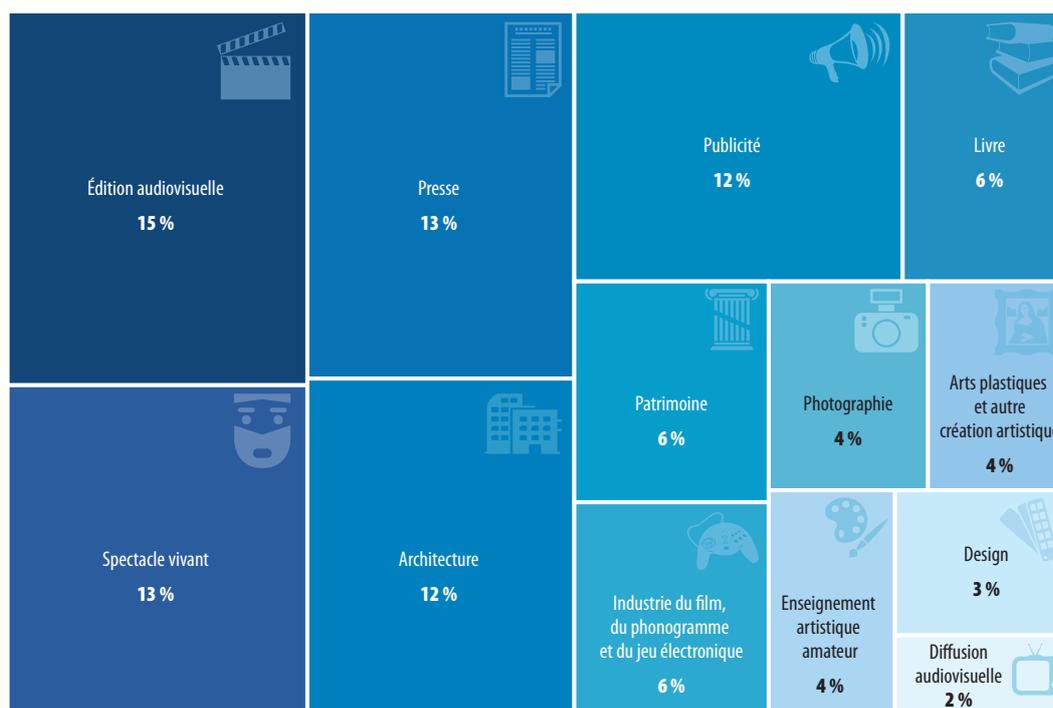
Note : la taille des bulles est proportionnelle aux effectifs salariés.

Note de lecture : en 2014 dans les départements et régions d'outre-mer, 37 % des artistes des spectacles sont diplômés du supérieur. Le salaire médian net annuel des artistes des spectacles (la moitié perçoit plus, l'autre moitié perçoit moins) est de 10 370 euros.

Source : Insee, Recensement 2014 et DADS 2014/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Répartition de l'emploi par secteur culturel en 2014

En %



Champ : actifs ayant un emploi, départements et régions d'outre-mer.

Note de lecture : en 2014 dans les départements et régions d'outre-mer, le secteur de l'édition audiovisuelle rassemble 15 % des actifs des secteurs culturels, ce qui fait de lui le premier secteur culturel en termes d'effectifs dans les départements et régions d'outre-mer.

Source : Insee, Recensement 2014/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

## Caractéristiques des non-salariés par secteur culturel en 2014

En %

Secteurs	Part de non-salariés	Parmi les non-salariés	
		Part de micro-entrepreneurs	Part de non-salariés en cumul avec une activité salariée
Architecture	45	16	17
Arts plastiques et autre création artistique	77	38	33
Design	62	42	32
Diffusion audiovisuelle	n.s.	n.s.	n.s.
Enseignement artistique amateur	53	67	47
Industrie du film, du phonogramme et du jeu électronique	40	26	40
Livre	29	39	30
Patrimoine	n.s.	n.s.	n.s.
Photographie	66	19	30
Presse	16	9	16
Publicité	40	21	22
Spectacle vivant	25	33	45
Édition audiovisuelle	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Ensemble des secteurs culturels</b>	<b>31</b>	<b>31</b>	<b>30</b>
<b>Ensemble des actifs des DROM</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>19</b>

n.s. : non significatif.  
Champ : actifs ayant un emploi, départements et régions d'outre-mer.

Source : Insee, Recensement 2014 et base non-salariés 2014/DEPS, Ministère de la Culture, 2018



## ■ Entreprises

### Poids des entreprises culturelles dans les secteurs marchands dans les départements et régions d'outre-mer en 2015

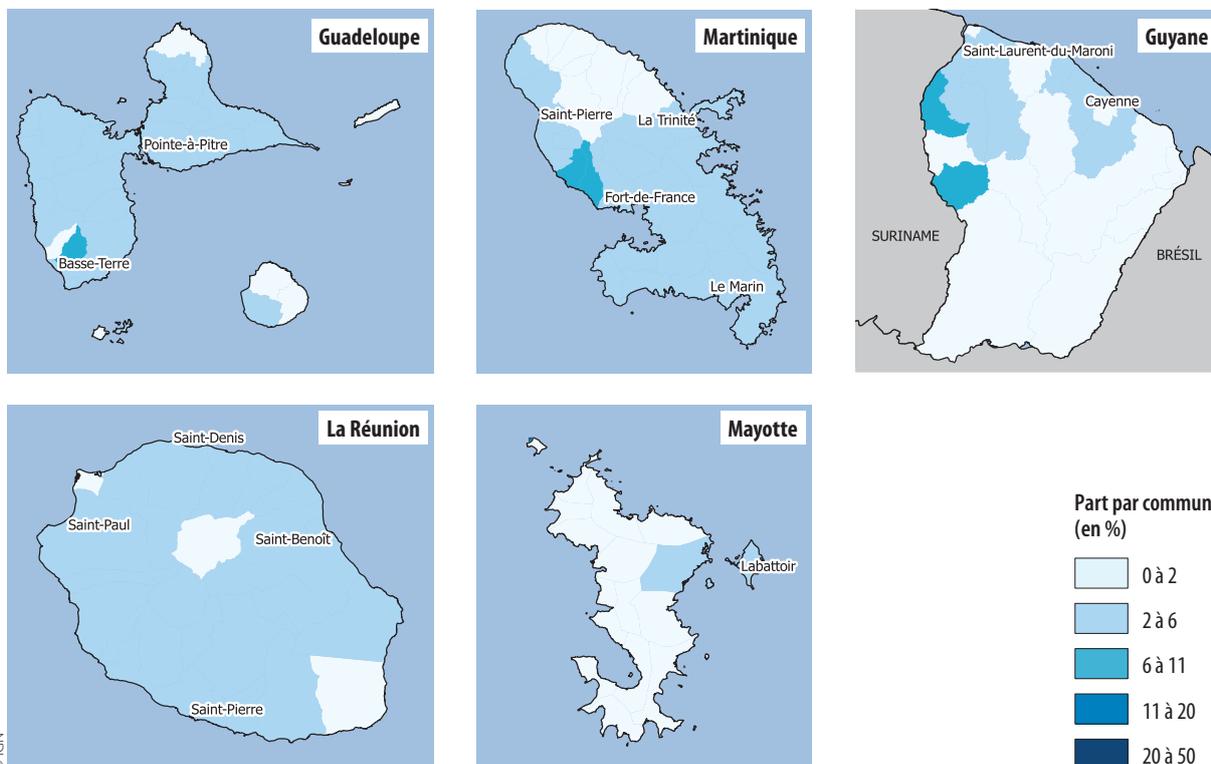
Unités, millions d'euros et %

Entreprises culturelles	Départements d'outre-mer	En part de l'ensemble des secteurs marchands (%)	France hors Île-de-France	En part de l'ensemble des secteurs marchands (%)
Nombre d'établissements	2 078	2	80 986	4
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	733	1	18 974	1
Valeur ajoutée (millions d'euros)	249	2	8 120	2
Nombre de salariés en ETP	3 174	2	96 737	2
Taux de marge (%)	30	s.o.	27	s.o.

Champ : entreprises mono et quasi mono-régionales (plus de 80 % des effectifs sont situés dans la même région) des secteurs marchands principalement implantées dans la région, hors micro-entrepreneurs.  
s.o. : sans objet.

Source : Insee, Sirene, Esane 2015/DEPS, ministère de la Culture 2018

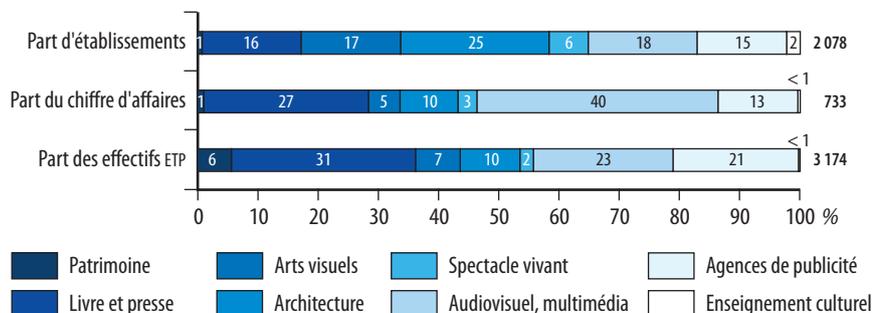
### Part des établissements culturels parmi les établissements des secteurs marchands dans les départements et régions d'outre-mer en 2015



Source : Insee, Sirene 2015/DEPS, Ministère de la Culture 2018

### Répartition du nombre d'établissements, du chiffre d'affaires et des effectifs salariés par domaine culturel dans les départements et régions d'outre-mer en 2015

En %



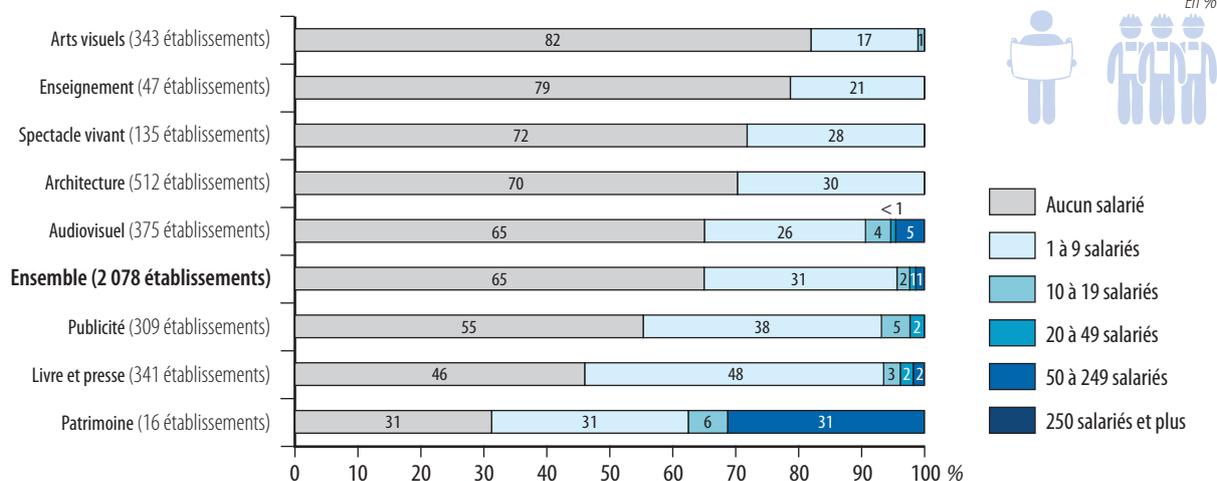
Champ : entreprises mono et quasi mono-régionales (plus de 80 % des effectifs sont situés dans la même région) des secteurs marchands principalement implantées dans la région, hors micro-entrepreneurs.

Note de lecture : en 2015, le secteur des arts visuels représente 17 % des établissements culturels des départements et régions d'outre-mer, 5 % du chiffre d'affaires généré par les entreprises marchandes de la région et rassemble 7 % des effectifs salariés en équivalent temps plein du secteur culturel marchand des départements et régions d'outre-mer.

Source : Insee, Sirene, Esane 2015/DEPS, Ministère de la Culture 2018

### Répartition des entreprises culturelles dans les départements et régions d'outre-mer selon les effectifs en 2015

En %



Champ : entreprises mono et quasi mono-régionales (plus de 80 % des effectifs sont situés dans la même région) des secteurs marchands principalement implantées dans la région, hors micro-entrepreneurs.

Note de lecture : en 2015, le domaine du patrimoine compte 16 établissements dans les départements et régions d'outre-mer, dont 31 % ne comptent aucun salarié et 31 % de 1 à 9 salariés en équivalent temps plein.

Source : Insee, Sirene, Esane 2015/DEPS, Ministère de la Culture 2018

### Principaux établissements culturels employeurs dans les départements et régions d'outre-mer en 2015

Unités

Dénomination	Secteur d'activité	Domaine culturel	Tranche d'effectif ETP	Département	Commune
Réunion Première	Édition de chaînes généralistes	Audios visuel	200 à 249 salariés	La Réunion	Saint-Denis
RFO Guadeloupe	Édition de chaînes généralistes	Audios visuel	200 à 249 salariés	Guadeloupe	Baie-Mahault
Martinique Première	Édition de chaînes généralistes	Audios visuel	200 à 249 salariés	Martinique	Fort-de-France
Guyane Première	Édition de chaînes généralistes	Audios visuel	100 à 199 salariés	Guyane	Remire-Montjoly
Journal de l'île de la Réunion	Édition de journaux	Presse	100 à 199 salariés	La Réunion	Saint-Denis
France-Antilles Guadeloupe	Édition de journaux	Presse	100 à 199 salariés	Guadeloupe	Baie-Mahault
Canal Plus Réunion	Édition de chaînes généralistes	Audios visuel	50 à 99 salariés	La Réunion	Saint-Denis
Multi TV Antilles	Édition de chaînes thématiques	Audios visuel	50 à 99 salariés	Guadeloupe	Baie-Mahault
Antenne Réunion	Édition de chaînes généralistes	Audios visuel	50 à 99 salariés	La Réunion	Saint-Denis
Le Quotidien	Édition de journaux	Presse	50 à 99 salariés	La Réunion	Saint-Denis

Champ : établissements employeurs des secteurs culturels.

Note : une même entreprise peut compter plusieurs établissements.

Source : Insee, Sirene/DEPS, Ministère de la Culture, 2018

# Sources et définitions

## Présentation de la région

Le paragraphe introductif de chaque région est issu de *La France des nouvelles régions*, présenté sur le site du Commissariat général à l'égalité du territoire.

<http://www.cget.gouv.fr/dossiers/france-nouvelles-regions>

## Données de cadrage

Les **estimations de population** sont réalisées par l'Insee à partir du recensement de la population. Le **solde naturel** est la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès. Le **solde migratoire** est la différence entre les entrées et les sorties du territoire.

Les **effectifs scolaires et universitaires** sont mesurés respectivement par les ministères chargés de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Les **populations étrangère et immigrée** sont connues à partir du recensement de la population. Selon la définition adoptée par le Haut Conseil à l'Intégration, un immigré est une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées. Certains immigrés ont pu devenir français, les autres restant étrangers. Les populations étrangère et immigrée ne se confondent pas : un immigré n'est pas nécessairement étranger et réciproquement, certains étrangers sont nés en France (essentiellement des mineurs). La qualité d'immigré est permanente : un individu continue à appartenir à la population immigrée même s'il devient français par acquisition. C'est le pays de naissance, et non la nationalité à la naissance, qui définit l'origine géographique d'un immigré.

Le **produit intérieur brut** (PIB) est un agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes d'un pays, il est calculé par l'Insee.

Les **secteurs** d'activité regroupent les entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale ; le **secteur primaire** regroupe l'ensemble des activités dont la finalité consiste en une exploitation des ressources naturelles : agriculture, pêche, forêts, mines, gisements ; le **secteur secondaire** regroupe l'ensemble des activités consistant en une transformation plus ou moins élaborée des matières premières (industries manufacturières, construction) ; le périmètre du **secteur tertiaire** est de fait défini par complémentarité avec les activités agricoles et industrielles (secteurs primaire et secondaire), il est composé du tertiaire principalement marchand (commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication) et du tertiaire principalement non marchand (administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale).

Les effectifs de la **fonction publique** sont mesurés à l'aide du système d'information sur les agents des services publics (SIASP), constitué à l'aide de plusieurs sources administratives. Le périmètre de la **fonction publique** renvoie aux personnes morales et organismes soumis au droit administratif dans lequel le recrutement se fait sur la base du droit public. La fonction publique se décompose en trois versants : la fonction publique de l'État, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière.

La **population active** regroupe la population en emploi et les chômeurs, elle est mesurée par l'enquête Emploi de l'Insee.

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs (actifs ayant un emploi et chômeurs). Le taux de chômage localisé est estimé par l'Insee à partir d'une synthèse de différentes sources : enquête Emploi en continu (Insee), données administratives sur l'emploi, séries de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois (DEFM) à Pôle emploi.

Le **taux d'activité** est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs ayant un emploi et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante. Il peut être calculé pour une classe d'individus (femmes de 25 à 29 ans par exemple).

Le **niveau de vie médian par commune** et le **taux de pauvreté** sont mesurés par le dispositif de Fichier localisé social et fiscal (Filosofi), géré par l'Insee. Celui-ci met en relation des données fiscales exhaustives de la direction générale des Finances publiques (DGFiP) du ministère de l'Économie et des Finances avec celles de la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), de la caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA).

Les données sur les **quartiers politiques de la ville** sont fournies par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET).

Les données sur **l'éligibilité au très haut débit** sont fournies par l'Agence du numérique.

La **fréquentation touristique** est mesurée à partir de l'enquête de fréquentation dans les hébergements collectifs touristiques (hôtels, campings...) qui est réalisée par l'Insee ; elle permet de connaître le nombre de nuitées passées dans les hôtels, ainsi que la ventilation entre touristes français et étrangers.

Un **bassin de vie** est le plus petit territoire organisé autour d'un pôle de services, au sein desquels la population a accès aux équipements et services les plus courants. Dans les contours d'un bassin de vie s'organise une grande partie du quotidien des habitants. Cette délimitation a été effectuée en 2012, à partir de données de 2010. Son principal intérêt est de décrire les espaces non fortement peuplés, c'est-à-dire les bassins de vie construits sur des unités urbaines de moins de 50 000 habitants.

Les **territoires de vie** découpent les bassins de vie de plus de 50 000 habitants pour mieux rendre compte de la diversité de la qualité de vie au sein des territoires les plus urbanisés. S'affranchissant des limites des unités urbaines, les territoires de vie découpent ainsi les grands bassins de vie autour des pôles de services. La France métropolitaine est ainsi constituée de 2 677 territoires de vie, les bassins de vie de moins de 50 000 habitants étant conservés tels quels.

Différentes sources sont ainsi mobilisées : la Base permanente des équipements de 2013, le Recensement de la population de 2011, les Déclarations annuelles de données sociales (DADS) de 2011, l'État-civil entre 2008 et 2012, le Distantier Metric, la Mission des études et de l'observation statistique (MEOS) du ministère en charge des Sports, le dispositif CORINE Land Cover 2006 de l'Union européenne, l'Impôt

sur le revenu des personnes physiques (IRPP) de 2011, le dispositif SNIIR-AM 2010 de l'Assurance maladie et de la CNAM-TS, les résultats du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle 2012 du ministère de l'Intérieur, l'Observatoire national des agendas 21 du MEDDE CGDD et le SOEs.

## Dépenses culturelles publiques

Les **dépenses culturelles des collectivités territoriales** (régions, départements, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, communes) étaient, jusqu'à l'exercice 2010, estimées tous les quatre ans par une enquête auprès des collectivités qui venait compléter la saisie de leurs comptes administratifs. À partir de l'exercice 2014, un accord avec la DGFIP permet d'obtenir directement les comptes de gestion des collectivités de manière dématérialisée. Ce nouveau dispositif, reconduit chaque année, a permis d'étendre le champ de l'ancienne enquête aux communes de plus de 3 500 habitants et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) comptant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (contre, précédemment, les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

L'objectif de ce dispositif de suivi est de déterminer le **montant total des dépenses culturelles locales, de fonctionnement et d'investissement**, en valeur absolue et en part du budget général, par type de collectivité, et de connaître les domaines culturels concernés (ou « fonctions ») ainsi que les évolutions. Un montant de dépenses culturelles sans doubles comptes est calculé au niveau national pour chaque niveau de collectivités, en neutralisant les subventions et les remboursements entre collectivités portant sur la culture : il en ressort que les doubles comptes entre collectivités représentent 4 % des dépenses culturelles consolidées, une part qui s'élève à 13 % pour les seules dépenses d'investissement. Cette neutralisation n'étant pas réalisable au niveau régional, les dépenses régionalisées (et départementalisées) présentées dans cet atlas ne sont pas défalquées des subventions entre collectivités.

Les **dépenses culturelles régionalisées de l'État** ont été établies par le département des affaires budgétaires et de la synthèse (secrétariat général, ministère de la Culture), à partir d'une extraction du logiciel Chorus, en se fondant sur la méthode détaillée dans le rapport de l'inspection générale des affaires culturelles qui a établi une telle répartition sur les crédits de l'année 2013 (<http://www.culturecommunication.gouv.fr/Ressources/Rapports/Analyse-des-interventions-financieres-et-des-politiques-culturelles-en-region-Phase-1>). Le périmètre des dépenses est celui des crédits budgétaires exécutés (de l'administration centrale, déconcentrée et des opérateurs) des programmes 131 (« Création »), 175 (« Patrimoines »), 180 (« Presse »), 186 (« Recherche culturelle et culture scientifique »), 224 (« Transmission des savoirs et démocratisation de la culture »), 313 (« Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique ») et 334 (« Livre et industries culturelles »), hors taxes affectées, hors dépenses fiscales, hors budgets annexes de l'État. Ce travail a été renouvelé sur l'exercice 2016 en y ajoutant la ventilation régionale des dépenses du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) ainsi que celle des crédits budgétaires consacrés à la rémunération des **personnels**, regroupés sous la dénomination T2.

Les dépenses de **fonctionnement** correspondent aux dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité, c'est-à-dire les dépenses qui reviennent régulièrement chaque année. Il s'agit principalement des postes suivants : charges de personnel, achats de fournitures et autres charges de gestion courante, prestations de services (charges de publicité, de publication, missions et réceptions, transport de biens et de personnes...), participations aux charges d'organismes extérieurs (aide sociale, syndicats intercommunaux...), charges financières (intérêts des emprunts, frais financiers...), dotations aux amortissements et aux provisions, indemnités des élus. Certaines dépenses de fonctionnement peuvent aussi être exceptionnelles : intérêts moratoires, amendes fiscales, subventions aux services publics industriels et commerciaux (Spic) notamment.

Les dépenses de **investissement** comprennent essentiellement des opérations qui se traduisent par une modification de la consistance ou de la valeur du patrimoine de la collectivité : achats de matériels durables, construction ou aménagement de bâtiments, travaux d'infrastructure, et acquisition de titres de participation ou autres titres immobilisés.

Les acquisitions de biens meubles considérés comme des immobilisations par nature sont des dépenses d'investissement, dans la mesure où ils remplissent des conditions de durabilité et de consistance.

## Équipements culturels

Les données sur les **lieux de visite** sont collectées, au sein du ministère de la Culture, par la direction générale des patrimoines (DGP) pour les **musées et les jardins remarquables** et par la direction générale de la création artistique (DGCA) pour les **centres d'art contemporain** et les **fonds régionaux d'art contemporain**. Les données sur les **monuments nationaux** proviennent du centre des monuments nationaux (CMN).

Les **lieux de lecture publique** sont recensés par l'Observatoire de la lecture publique, situé au sein de la direction générale des médias et industries culturelles (DGMIC). Une enquête annuelle est adressée à l'ensemble des bibliothèques municipales, par l'intermédiaire des bibliothèques départementales de prêt.

Les **théâtres** étaient recensés par le centre national du théâtre, qui a fusionné avec le centre de ressources Hors les Murs pour former, en 2016, Artcena, le centre national des arts du cirque, de la rue et du théâtre.

Les **lieux de création et de diffusion du spectacle vivant** sont recensés par la DGCA.

Toutes les données de France métropolitaine sur le **cinéma** proviennent du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), qui collecte la taxe spéciale additionnelle (TSA) prélevée sur le prix des billets de cinéma. Cette taxe n'est perçue que depuis 2016 dans les DROM. Les données ultramarines ont donc été collectées sur le site Allocine.

Les **conservatoires de musique, danse et art dramatique** sont recensés par la DGCA.

Le recensement des **établissements de l'enseignement supérieur Culture** est réalisé par le secrétariat général du ministère de la Culture.

## Emploi culturel

Les statistiques sur les effectifs de **l'emploi culturel** présentées ici s'appuient sur le recensement de la population de l'Insee. Les caractéristiques d'emploi (nature de la profession exercée, statut d'emploi) sont issues d'un questionnaire auto-administré et sont par conséquent moins contrôlées que dans l'enquête Emploi. Cependant, le recensement de la population a pour objectif le dénombrement des logements et de la population résidant en France et est représentatif au niveau communal. Ainsi, il est préféré pour disposer de statistiques sur l'emploi culturel au niveau régional. Les communes de moins de 10 000 habitants sont enquêtées une fois tous les cinq ans et ce de façon exhaustive. Dans les communes de 10 000 habitants ou plus, 8 % de la population est recensée chaque année par tirage au sort, les échantillons d'adresses étant tirés de manière telle que la totalité du territoire de ces communes soit prise en compte en cinq ans. Le recensement de la population couvre la France entière.

Les déclarations annuelles de données sociales (DADS) ne concernent que les salariés mais elles sont exhaustives et permettent d'avoir des informations sur les rémunérations salariales des professionnels de la culture.

Les bases des non-salariés sont alimentées par trois sources administratives (Acos, caisse nationale du réseau Urssaf, Mutuelle sociale agricole). Elles permettent d'étudier le cumul des emplois salariés et non salariés, ainsi que les micro-entrepreneurs.

## Entreprises culturelles

Les données sur les **entreprises culturelles** proviennent des dispositifs Fare (Fichier approché des résultats Esane) et Sirene (Système informatisé du répertoire national des entreprises et des établissements) de l'Insee.

### La source Fare :

Le fichier Fare est le fichier des données individuelles comptables des entreprises. Il constitue une approximation du dispositif Esane (Élaboration des statistiques annuelles d'entreprise) de l'Insee. Esane fournit des statistiques structurelles d'entreprises pour le secteur marchand, excepté l'agriculture et les secteurs financier et d'assurance. Depuis 2009, Esane s'appuie sur l'exploitation de deux sources administratives, complétée par l'ESA (Enquête sectorielle annuelle). L'utilisation de sources administratives permet un allègement de la charge de réponse pour les entreprises interrogées et contribue à une diffusion plus rapide des résultats. L'Insee utilise les fichiers de déclarations annuelles sur les bénéfices (bénéfices industriels et commerciaux BIC, bénéfices non commerciaux BNC, bénéfices agricoles BA) pour les données comptables et les DADS (déclarations annuelles de données sociales) pour les données sur les effectifs et les rémunérations. L'enquête ESA porte sur les secteurs du commerce, des services, des industries agroalimentaires, des exploitations forestières et des scieries, des transports et de la construction dans la France entière. Chaque année, un échantillon d'entreprises est enquêté afin de répondre à un questionnaire portant sur les principales caractéristiques sociales et fiscales (déclarations de bénéfices des entreprises au fisc). L'approche statistique utilisée repose sur la nomenclature d'activités française (Naf 2008 rév.2) dans laquelle les entreprises sont classées par secteur d'activité selon leur code d'activité principale exercée (APE).

### La source Sirene :

Le système informatisé **Sirene**, dont la gestion a été confiée à l'Insee, enregistre l'état civil de toutes les entreprises et de leurs établissements, quelle que soit leur forme juridique et quel que soit leur secteur d'activité, situés en métropole et dans les départements d'outre-mer. Concernant le secteur public, l'unité SIREN est appelée organisme lorsqu'elle relève du secteur non marchand. Elle couvre donc normalement les personnes morales que constituent l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics. Toutefois, certaines institutions et certains services de l'État, bien que non dotés de la personnalité juridique, sont identifiés comme organismes lorsqu'ils jouissent d'une « quasi-personnalité juridique ». C'est le cas des autorités constitutionnelles, des autorités administratives indépendantes, des ministères, des directions d'administration centrale ainsi que des services extérieurs, territorialisés ou non. L'unité SIRET de type établissement correspond soit à une implantation géographique distincte où s'exerce une activité, soit à une implantation géographique pour laquelle il existe un budget annexe.

Pour en savoir plus

[www.insee.fr/fr/information/2016815](http://www.insee.fr/fr/information/2016815)

Deuxième édition de cette jeune collection cartographique, l'*Atlas régional de la culture 2018* réaffirme son ambition initiale de fournir des indicateurs territoriaux fiables, comparables d'une région à l'autre, et récurrents pour nourrir une vision de long terme. Il présente cette année de nouvelles cartes afin de mieux intégrer encore la dimension spatiale.

Un premier chapitre introductif présente l'ensemble des indicateurs à l'échelle nationale : données économiques et sociales de cadrage, dépenses culturelles de l'État et des collectivités territoriales pour la culture, équipements culturels et maillage territorial de l'offre culturelle, professions et entreprises culturelles. L'ensemble de ces données nationales sont ensuite déclinées dans les chapitres suivants pour chacune des treize régions françaises ainsi que pour les départements et régions d'outre-mer.

Elles sont parfois couplées, pour l'illustration cartographique, à des indicateurs administratifs ou territoriaux : les communes ou les départements bien sûr, mais aussi les territoires de vie qui décrivent la qualité de vie des habitants, les bassins de vie ou encore les zones d'emploi, qui diffèrent du découpage administratif car ils intègrent des critères géographiques, économiques et sociaux à la dimension spatiale.

Appréhendable au premier coup d'œil, la carte apporte une représentation appréciée de tous les acteurs. Le jeu de cartes présentées dans cet atlas contribue ainsi à donner des points de repère et de comparaison indispensables à la construction de politiques publiques pour la culture.



Ministère de la Culture

Secrétariat général

Département des études,  
de la prospective  
et des statistiques



9 782111 399365

ISBN : 978-2-11-139936-5